

## B1 – 1er Tour - Victoire de l'abstention

Bonjour à tous et à tous,

Les chiffres sont clairs et sans équivoque. Nous avons assisté hier, 10 avril 2022, à une victoire éclatante de l'abstention lors de ce premier tour de l'élection présidentielle.

Mais cette victoire est encore plus nette, si nous recomposons les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur en fonction de la véritable définition de l'abstention, et non pas en fonction de la définition de l'abstention donnée par les rédacteurs du code électoral.

Cette définition de l'abstention, c'est tout simplement la somme de tous les citoyens français en âge de voter et qui n'ont pas voté, c'est à dire qui ont refusé volontairement et en toute conscience de s'exprimer sur le choix qu'on leur demandait de faire.

Depuis qu'elle est en place, l'oligocratie a toujours cherché à minimiser l'abstention afin de tenter de donner plus de légitimité à ses élus, toujours plus mal élus et le premier subterfuge qu'elle utilise est un subterfuge comptable qui, par la voie du pouvoir officiel, livre un chiffre de l'abstention qui n'est pas un chiffre qui correspond à la réalité objective des abstentionnistes, car il ne s'agit que du chiffre de ceux qui sont inscrits sur les listes électorales et qui ne se sont pas déplacés dans les bureaux de vote, c'est à dire pour le 1er tour du 10 avril 2022, 12 824 135 (chiffres du ministère de l'intérieur).

Or ce chiffre est largement trompeur car ignore le nombre de ceux qui ont voté blanc (543 638), de ceux qui ont voté nul (237 023) et, également et surtout, le nombre de ceux qui ne se sont pas inscrits sur les listes électorales (soit 6 066 212).

De plus, il est encore plus trompeur car il n'est jamais livré en tant que chiffre net mais comme simple pourcentage par rapport aux nombre de ceux qui se sont volontairement inscrits sur les listes (cad 48 757 914) et non pas en rapport du nombre total de citoyens français en age de voter (cad 54 814 126).

Ce qui donne pour l'abstention, version pouvoir oligocratique : 26,31 %

Et pour l'abstention, version signification du dictionnaire, cad l'acte de s'abstenir de faire quelque chose de prévu : 35,89%, soit presque 10 points de plus et même 15 points de plus par rapport à la précédente élection présidentielle de 2017.

En chiffre net, cela donne 19 671 000 de citoyens qui se sont abstenus, volontairement et en toute lucidité, de se soumettre au choix que le pouvoir oligocratique leur proposait/imposait.

J'en profite pour rappeler ici que le terme oligocratique que j'emploie

régulièrement n'est pas péjoratif, ni calomniateur, ni insultant mais qu'il désigne tout simplement le pouvoir de faire les lois exercé par un groupe restreint, signification, donc, purement étymologique.

En bref, nous avons donc Plus de 19,5 millions de citoyens sur 54,8 millions en age de voter qui ont clairement manifesté leur rejet du système politique : ce chiffre se passe de commentaires

Dès le 8 mars, par une chronique vidéo,, j'ai appelé tous ceux qui aspirent à un autre système politique à marquer leur rejet des procédures actuelles en ne participant plus aux consultations électorales biaisées et verrouillées proposées par le système en place.

Je n'aurais pas la vanité de prétendre que 19,5 millions de citoyens ont répondu particulièrement à cet appel, mais je me contenterais de constater que cette volonté d'insoumission au système proposé/imposé prend de l'ampleur à chaque élection, témoignant d'un désir d'autre chose, probablement imprécis, voire même inconscient,

le désir d'une autre façon, probablement, de fabriquer les lois qui nous gouvernent

le désir sans doute d'une véritable démocratie, non pas d'une simple amélioration ou replâtrage du système actuel par quelque gadget ou promesse démagogique,

mais d'un système qui donne enfin, à la pluralité des citoyens, l'exclusivité du pouvoir de faire les lois, c'est à dire la démocratie directe telle que nous la proposons.

La progression de l'abstention n'est qu'une première étape destinée à faire diminuer progressivement la légitimité des élus en place, à les rétrograder dans leur crédibilité publique, une première étape annonciatrice d'une transition salutaire vers une vraie démocratie, celle du peuple souverain.